

Créé en 1998, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) regroupe actuellement treize (13) concertations régionales représentant près de 250 organismes. C'est dire l'intérêt et la mobilisation que suscite le RSIQ auprès des acteurs et actrices concernéEs par la question de l'itinérance au Québec.

**La mission du RSIQ s'articule autour des objectifs suivants :**

- Réduire et soulager l'itinérance, contribuer à réduire la pauvreté ;
- Soutenir les interventions des groupes en itinérance et les représenter ;
- Favoriser l'échange, le développement de connaissances et la concertation locale, régionale et nationale en matière d'itinérance.

**Le RSIQ travaille sur l'ensemble des enjeux concernant l'itinérance, notamment les enjeux suivants :**

- L'amélioration des conditions de vie et la défense des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance ;
- La lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale ;
- La reconnaissance et le financement des organismes en itinérance.

## Le fédéral pressé d'agir

Malgré toutes les pressions, les appuis et les actions, le gouvernement fédéral n'a toujours pas lancé le processus permettant la mise en œuvre de la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) pour 2011-2014. La ministre Diane Finley a bien réitéré en réponse à nos actions la reconduite de la SPLI pour cette période, mais elle affirme toujours examiner l'orientation à donner au programme. Il faut continuer les pressions.

Le RSIQ, demande :

-que la mise en œuvre de la SPLI 2011-2014 se fasse dans les plus brefs délais

-que le budget de la SPLI soit augmenté à 50 millions \$ par an au Québec pour 2011-2014

-que ce programme conserve une vocation communautaire et généraliste

**\*\*\* Demandez à vos éluEs d'intervenir pour appuyer ces demandes**

## ***Le financement fédéral en itinérance : Un rôle clé pour le milieu communautaire!***

*Le financement fédéral en itinérance assume le salaire de plus de 300 intervenantEs au Québec, a permis la construction de 800 logements sociaux et l'amélioration des locaux de nombreux organismes, de leur équipement, leur motorisé, etc. Une des forces de ce financement, est qu'il a laissé aux communautés locales le soin de déterminer leurs priorités, de même que la sélection des projets.*

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU RSIQ

**Vendredi le 22 octobre 2010 de 9h à 15h30**

**Au Refuge la Piaule du Centre du Québec  
165 rue Marchand, Drummondville**

***Cette assemblée verra à élire un nouveau c.a. et surtout adopter un plan d'action pour l'année à venir. Quelles suites donner aux 2<sup>e</sup> États généraux ? Où en sommes-nous avec la SPLI 2011-2014 et que faire ? Comment continuer notre lutte en faveur d'une Politique en itinérance et intervenir sur le Plan d'action interministériel ?***

**\*\*\* L'AGA du RSIQ sera suivie d'une séance publique d'information à 15h45\*\*\***



*Déclaration des 2<sup>e</sup> États généraux de l'itinérance*

## **La lutte à l'itinérance au Québec : pour que tout le monde s'en mêle !**

Nous étions 350 personnes réunies à Montréal les 23 et 24 septembre dernier dans le cadre des 2<sup>e</sup> États généraux de l'itinérance au Québec. Nous provenions d'organismes communautaires de 12 régions du Québec, d'organismes régionaux et nationaux, du réseau de la santé et des services sociaux, du milieu politique, des villes, d'universités ou d'autres regroupements. La réduction et la prévention de l'itinérance étaient au cœur de nos discussions et tous et toutes s'en sont mêlés !

Ces 2<sup>e</sup> États généraux étaient une nouvelle occasion pour interpeler les gouvernements et les institutions pour réaffirmer l'urgence d'agir afin de contrer l'errance et l'exclusion sociale au Québec.

En 2005, les 1ers États généraux ont entraîné une mobilisation du milieu derrière la demande d'une Politique en itinérance, Politique que nous attendons toujours.

En 2008, la Commission parlementaire sur l'itinérance au Québec a parcouru plusieurs villes pour écouter ce que le milieu avait à dire. Cette dernière a suscité beaucoup d'espoirs sur la nécessité d'agir. Elle a mobilisé de nombreux acteurs et actrices de diverses provenances qui ont reconnu le rôle de première ligne du milieu communautaire en itinérance.

En décembre 2009, un Plan d'action interministériel a été adopté. Huit ministères du gouvernement sont engagés dans soixante-dix mesures pour réduire et prévenir l'itinérance. C'est une avancée pour le milieu qui attend. C'est un outil pour articuler l'action gouvernementale et tendre vers une Politique en itinérance.

En 2010, nous attendons toujours.

Pendant ce temps, les ressources d'hébergement pour femmes itinérantes débordent et plusieurs sont refusées. Les refuges pour hommes reçoivent davantage de personnes chaque année alors que des familles continuent à se retrouver sans-logis. Le phénomène touche également les soupes populaires ainsi que l'ensemble des ressources d'aide aux personnes itinérantes et à risque de le devenir et ce, non seulement à Montréal, mais aussi dans les autres régions du Québec notamment en Outaouais, à Québec, à Sherbrooke, au Saguenay et à Trois-Rivières. Les exemples ne manquent pas...

Le défi posé aux intervenants associés au Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ) est énorme et exigeant car les solutions tardent à venir. Les mesures concrètes pour soutenir la lutte à l'itinérance ne doivent pas être occultées malgré certains autres enjeux prioritaires qui touchent le Québec.

Le milieu refuse de continuer d'être les premiers témoins de la croissance de ce phénomène alors que des solutions existent, en terme d'accès aux services, de logement, de responsabilités des gouvernements, des institutions et des villes, de déjudiciarisation et de soutien au réseau communautaire.

Plus de 220 personnes réunies aux 2<sup>e</sup> États généraux de l'itinérance ont signé cette déclaration demandant au gouvernement de soutenir adéquatement les organismes et les institutions qui interviennent en itinérance et d'adopter une Politique en itinérance dans les plus brefs délais.